



## SNU: le gouvernement démine à nouveau sur son projet controversé

( ), (AFP) -

Le porte-parole du gouvernement Olivier Véran a assuré mercredi que la position de l'exécutif sur le dossier controversé du service national universel (SNU) restait inchangée, après des propos équivoques de la secrétaire d'Etat en charge de ce projet.

"Personne n'a fait d'annonce, mais je vous redis l'état d'esprit qui est le nôtre: nous considérons que le SNU est un moment important dans la structuration de la vie d'un jeune", a affirmé Olivier Véran à l'issue du conseil des ministres.

"Nous souhaitons envisager toutes les voies et moyens pour que le SNU puisse profiter à l'ensemble des générations qui sont concernées", a ajouté le ministre. "Par quelle voie, par quel moyen, pour qui, pour quand? Ca reste encore effectivement à éclaircir mais vous connaissez notre objectif".

Les déclarations mardi soir de la secrétaire d'Etat chargée de la Jeunesse, Prisca Thévenot, ont relancé les spéculations sur le caractère obligatoire de ce projet promis par Emmanuel Macron en 2017 et dont les futurs contours restent flous.

"L'enjeu, c'est de faire en sorte que ce service national universel devienne un passage républicain pour toute une génération", a déclaré Mme Thévenot au média en ligne Brut, précisant vouloir tendre vers une "obligation qui sera une généralisation".

"Sur une date précise ou sur les modalités de décision, ce n'est pas l'enjeu du moment", a-t-elle précisé mercredi matin sur franceinfo. "L'enjeu du moment est surtout à rappeler, expliquer ce qu'est réellement le SNU".

Les propos de la secrétaire d'Etat, qui avait assuré début août qu'il n'y aurait "rien de pire" que de forcer un jeune à faire le SNU, ont fait bondir la Fidl, syndicat lycéen.

"Ne laissons pas le gouvernement mettre au pas la jeunesse", a-t-il exhorté dans un communiqué mercredi.

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, le SNU a été lancé en 2019. Il comporte un "séjour de cohésion" et une "mission d'intérêt général".

Il ne concerne pour l'instant que des jeunes volontaires, et sa généralisation se heurte à de vives résistances.

Ses détracteurs s'appuient sur l'avis rendu début 2018 par le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ) qui préconisait qu'il ne soit pas obligatoire, et sur un rapport sénatorial de mars 2023 recommandant de "surseoir" à sa généralisation, en raison du flou et du coût du dispositif.

En juin dernier, le gouvernement a annoncé que le SNU serait intégré à partir de mars 2024 au temps scolaire, avec un stage de 12 jours pour les élèves en classe de seconde qui seraient volontaires.

Afp le 20 sept. 23 à 14 40.